

Le quotidien d'un centre dépendant du secteur de la protection de l'enfance en période de confinement

Dans les différents lieux qui accueillent les enfants, les professionnels sont mobilisés et il y a peu d'absentéisme après une semaine de confinement. Au moment de l'entretien, un cas de Covid-19 concerne une jeune fille, elle est restée confinée dans sa chambre isolée de ses camarades, un ou deux professionnels pourraient aussi être contaminés, sans aucune certitude car il n'y pas eu de tests sur les personnes. La structure sait que beaucoup de personnes seront touchées par le Covid-19, elles sont en contact permanent avec le public en internat, de plus certains jeunes font des allers et retours entre leur famille et leur foyer d'accueil et peuvent être des vecteurs du virus. Pour se protéger, les équipes « font comme elles peuvent » car elles ne disposent pas de matériel de protection comme les masques, le responsable pense que le masque permet de rassurer le personnel. Tous les lieux disposent de points d'eau et de savon, pourtant quelques salariés souhaitent du gel hydroalcoolique, l'impression que le gel serait plus efficace.

Pour le personnel administratif, les secrétaires, le service RH et la comptabilité sont en télétravail mode dégradé : utilisation soit de l'ordinateur personnel avec accès au serveur professionnel, soit du PC professionnel à domicile sans possibilité de connexion au serveur, les mails sont privilégiés ainsi que le téléphone personnel. Constat que l'on est loin de la production habituelle. Les différents cadres font un peu de télétravail mais ont aussi à cœur d'aller sur le terrain soutenir les équipes. A ce jour, le recours au chômage partiel est envisagé notamment pour les administratifs.

Au-delà du fait de se sentir peu préparés à une pandémie, la 1^{ère} semaine a été consacrée à l'élaboration du PCA. Une partie des salariés a été dans le déni, certains ont fait part de leur inquiétude, d'autres sont en arrêt maladie pour pouvoir s'occuper de leurs enfants. Les congés ont été suspendus et les professionnels sont présents au-delà des heures habituelles.

L'inquiétude majeure est de maintenir un accueil qualitatif dans cette configuration. Les deux prochains mois vont être compliqués, il ressort que pour la protection de l'enfance tout s'ajuste au fur et à mesure : des IME (Institut Médico Éducatif) et ITEP (Institut Thérapeutique Éducatif Pédagogique) sont fermés avec maintien en partie de l'internat. La question du droit de retrait se pose aussi en l'absence de matériel de protection.

Constat est fait qu'il y a de la bonne volonté de tout le monde mais une absence de préparation, le PCA a été conçu en 2 jours, la communication est complexe, des informations arrivent de diverses sources. Après une semaine, un rythme de croisière est trouvé, des repères aussi. Cependant, les services se préparent à faire face un taux d'absentéisme de 40% car le personnel sera touché par le Covid-19, il sera possible de faire face durant 15 jours en faisant appel aux professionnels non malades. Une négociation est en cours avec le CSE pour voir comment faire. Il s'agit aussi d'avoir une réserve de professionnels pour le futur absentéisme. Des départs en retraite sont prévus, il s'agit de les remplacer, la structure doit recruter et intégrer des nouveaux. Dans cette situation de crise, comment le faire au mieux ?

Au-delà de l'organisation à mettre en place, il y aussi le risque psychosocial. L'absence d'équipements (masques et gel), les allers et retours entre le lieu de travail et le domicile avec le risque d'infection provoquent des craintes. L'employeur a l'obligation d'assurer la santé et la sécurité du personnel, le nettoyage et la désinfection des locaux sont primordiaux. Il y a eu une rupture des produits de nettoyage car les fournisseurs ne livrent plus, le responsable a dû aller en acheter dans une grande surface pour en remettre sur les différents lieux d'accueil.

Concernant le public, les jeunes ont pris conscience de la situation et la majorité d'entre eux accepte les règles de vie, notamment l'impossibilité d'aller le week-end dans la famille, ne plus avoir de visites, des échanges par visio sont organisés tant bien que mal avec 2 ordinateurs par unité de vie, les familles sont plutôt compréhensives. Il est possible de faire des sorties en groupe maximum à 10 (jeunes et professionnels compris) dans des endroits peu fréquentés car des lieux n'ont aucun espace extérieur (directive du ministère de la santé et des solidarités). Malgré cette permission, deux groupes ont été interceptés et renvoyés à l'internat par la police qui n'avait pas connaissance de la disposition pour le secteur de l'aide à l'enfance. Il est nécessaire de trouver des moyens d'occuper les jeunes, il y a des échanges avec d'autres structures d'aide à l'enfance sur les réseaux professionnels.

Le retour d'expérience d'un confinement long (plus de deux semaines pour certains départements) montre que la situation devient vite explosive et pour certains établissements des vigiles ont été embauchés pour maintenir l'ordre. L'école était un lieu pour échanger, apprendre, se défouler, sa fermeture est un souci pour les jeunes accueillis qui restent sur le même lieu de vie.

Une partie des jeunes est confinée avec leur famille, les professionnels s'en inquiètent : que va-t-il se passer durant les jours à venir pour les jeunes ? Crainte qu'à la fin du confinement, l'aide sociale à l'enfance découvre des situations extrêmement dramatiques.

Concernant les partenaires, ces derniers soucieux de maintenir le lien avec les jeunes appelaient au quotidien ce qui devenait ingérable pour les professionnels. Il a fallu stopper provisoirement cet afflux afin de stabiliser l'organisation générale.

Au niveau de l'activité quotidienne, les différences de statuts s'estompent, chacun.e nettoie, désinfecte que l'on soit éducateur.trice spécialisé.e, moniteur.trice-éducateur.trice ou maître.sse. de maison. Les éducateurs.trices spécialisé.e.s plus éloigné.e.s de l'animation collective par leur fonction trouvent plaisir à travailler avec leurs collègues au sein des lieux de vie, les visites aux familles ont diminué par crainte de véhiculer le virus.

Pour conclure, les professionnels sont très engagés. L'hypothèse du responsable est que cette période changera les perceptions, la façon de travailler ensemble. Un retour à la normale est prévu pour septembre.